

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS

Bulletin statistique régional

Édition 2010

Montréal

Québec 



Équipe de rédaction :

Jean Berselli	Stéphane Crespo	Jean-François Lachance
Raymond Beullac	Claude Fortier	Pierre Lachance
Danielle Bilodeau	Jean-François Fortin	Stéphane Ladouceur
Sophie Brehain	Marc Gignac	Guillaume Marchand
Pierre Cambon	Jean-Marc Kilolo	Mano Ringuette
Francine Cherchuitte	Malambwe	Martine St-Amour

Avec l'assistance technique de :

Marie-Ève Cantin	Hugo Leblanc
Fanny Desrochers	Amélie Martins

Révision linguistique :

Esther Frève	Nicole Descroisselles
--------------	-----------------------

Sous la coordination de :

Pierre Cambon	Stéphane Ladouceur
---------------	--------------------

Sous la direction de :

Yrène Gagné

Nos coordonnées :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Ste-Foy, 3e étage
Québec (Québec), G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2411

Sans frais : 1-800-463-4090

Télécopieur : 418 643-4129

Courriel : regions@stat.gouv.qc.ca

Visitez notre site Web :

www.stat.gouv.qc.ca

Crédits de la page frontispice :

© iStockphoto.com / Adam Korzekwa / philpell, photographes

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible	n	Nombre
...	N'ayant pas lieu de figurer	\$	En dollars
—	Néant ou zéro	k	En milliers
—	Données infime	M	En millions
p	Donnée provisoire	G	En milliards
r	Donnée révisée	g	Gramme
e	Donnée estimée	kg	Kilogramme
F	Donnée peu fiable	t	Tonne métrique
x	Donnée confidentielle		

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4^e trimestre 2010
ISSN 1712-2066 (version imprimée)
ISSN 1715-6971 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec

www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Décembre 2010

Table des matières

Territoire	2
Démographie	3
Marché du travail	7
Comptes économiques	9
Produit intérieur brut	9
Revenu personnel	11
Exportations	13
Industrie manufacturière	15
Investissements et permis de bâtir	17
Investissements	17
Permis de bâtir	18
Conditions de vie et bien-être	19
Éducation	21
Santé	22
Culture et communications	24
Concepts et définitions	26
Tableaux comparatifs	32

1. Territoire

par Guillaume Marchand, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

La région de Montréal couvre une superficie de 624 km². Cette région désigne à la fois le territoire équivalent (TE) à une municipalité régionale de comté (MRC) et regroupe 16 municipalités.

Avec une superficie en terre ferme 499 km² (80,0 %) pour 1 906 811 habitants en 2009, la densité de population de Montréal est de 3 821 hab./km². Par contre, les zones développées couvrent une surface de 436 km² (69,9 %). Ainsi, la densité de la population par rapport aux zones développées est de 4 375 hab./km².

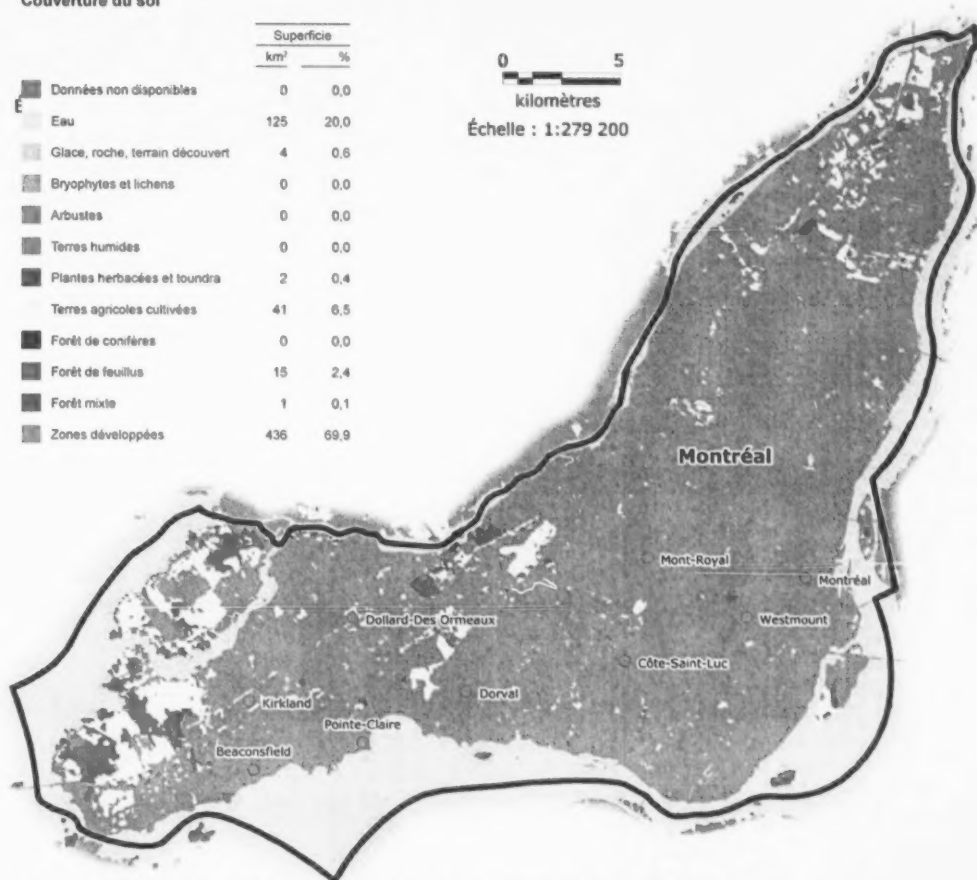
La couverture du sol¹ de Montréal est composée majoritairement de 436 km² de zones développées (69,9 %), de 125 km² d'eau (20,0 %) et de 15 km² de forêts de feuillus (2,4 %). Finalement, les terres humides s'étendent sur 0,124 km², ce qui représente 0,02 % de la région.

Pour favoriser la protection et le maintien de la diversité biologique, Montréal compte 96 km² (15,4 %) d'aires protégées.

Couverture du sol

	Superficie	
	km ²	%
Données non disponibles	0	0,0
Eau	125	20,0
Glace, roche, terrain découvert	4	0,6
Bryophytes et lichens	0	0,0
Arbustes	0	0,0
Terres humides	0	0,0
Plantes herbacées et toundra	2	0,4
Terres agricoles cultivées	41	6,5
Forêt de conifères	0	0,0
Forêt de feuillus	15	2,4
Forêt mixte	1	0,1
Zones développées	436	69,9

0 5
kilomètres
Échelle : 1:279 200



Sources : GéoBase, circa 2000-vectorielle (CSC2000-V); ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

1. Compte tenu de l'arrondissement des données, il peut arriver que la somme des parties n'égale pas le total. Des informations supplémentaires sur les différentes catégories de couverture du sol sont également disponibles dans la section concepts et définitions.

2. Démographie

par Martine St-Amour, Direction des statistiques sociodémographiques

La croissance de la population de Montréal a connu un creux au début des années 2000, mais le bilan démographique de la région montre des signes d'amélioration à la fin de la décennie. Les naissances sont en hausse depuis quelques années et, en raison d'une augmentation des volumes d'immigrants admis au Québec, Montréal accueille un nombre accru de nouveaux arrivants. Si les pertes migratoires au profit des régions qui lui sont adjacentes demeurent considérables, elles se sont légèrement réduites au cours des deux dernières années.

Évolution de la population

Selon les estimations provisoires, la région de Montréal comptait 1 906 800 habitants au 1^{er} juillet 2009, soit 24,4 % de la population du Québec. Elle occupe le premier rang des régions administratives pour ce qui est de la taille de sa population, devant la Montérégie (18,2 %) et la Capitale-Nationale (8,8 %). Son poids démographique s'est légèrement réduit au cours des dernières années; ce poids était de 24,8 % en 1996.

Tableau 2.1

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, Montréal et ensemble du Québec, 1996-2009

	Population au 1 ^{er} juillet				Taux d'accroissement annuel moyen ¹		
	1996	2001	2006	2009 ^a	1996-2001	2001-2006	2006-2009 ^a
	n				pour 1 000		
Montréal	1 797 912	1 850 493	1 873 589	1 906 811	5,8	2,5	5,9
Ensemble du Québec	7 246 897	7 396 331	7 631 552	7 828 879	4,1	6,3	8,5

Note : Selon la géographie et la dénomination au 1^{er} juillet 2009.

1. Le taux d'accroissement est calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2010).

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

De 2001 à 2006, la population de Montréal a crû en moyenne à un taux annuel de 2,5 pour mille, le rythme de sa croissance ayant ralenti par rapport à 1996-2001 (5,8 pour mille). Tandis que la région affichait une croissance supérieure à la moyenne québécoise à la fin des années 1990, elle se retrouve sous cette moyenne en 2001-2006. Selon les données les plus récentes, la croissance de Montréal a repris de l'ampleur en 2006-2009, le taux d'accroissement annuel moyen s'élevant à 5,9 pour mille. La croissance y demeure toutefois en deçà de la moyenne du Québec (8,5 pour mille), et particulièrement de celle des régions qui lui sont adjacentes (Laval, Lanaudière, Laurentides et Montérégie). Ces dernières affichent toutes un taux d'accroissement annuel de plus de 10 pour mille en 2006-2009.

Structure par âge

La structure par âge de Montréal est unique parmi l'ensemble des régions du Québec. En 2009, la part des jeunes de moins de 20 ans (20,4 %) y est parmi les plus faibles (22,2 % en moyenne), tandis que les personnes âgées de 65 ans et plus y sont proportionnellement plus nombreuses (15,8 %) que dans l'ensemble du Québec (14,9 %). L'immigration internationale et l'arrivée de jeunes issus des autres régions assurent toutefois le maintien d'une population relativement jeune. Leur impact se ressent au sein de la population d'âge actif, les 20-64 ans. Pris en bloc, le poids de ces derniers (63,9 %) est supérieur à la moyenne québécoise (62,8 %). Cependant, à l'intérieur de ce groupe, Montréal compte davantage de 20-44 ans et moins de 45-64 ans. La population d'âge actif est donc plus jeune à Montréal que dans l'ensemble du Québec. Cette distinction se reflète dans un âge médian qui est moins élevé à Montréal (39,9 ans) qu'au Québec (41,1 ans).

Tableau 2.2

Population par grand groupe d'âge et âge médian, Montréal et ensemble du Québec, 2009^a

	Groupe d'âge								Âge médian
	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus	
	n				%				
Montréal	1 906 811	388 732	1 217 665	300 414	100,0	20,4	63,9	15,8	39,9
Ensemble du Québec	7 828 879	1 739 194	4 919 274	1 170 411	100,0	22,2	62,8	14,9	41,1

Note : Population au 1^{er} juillet.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2010).

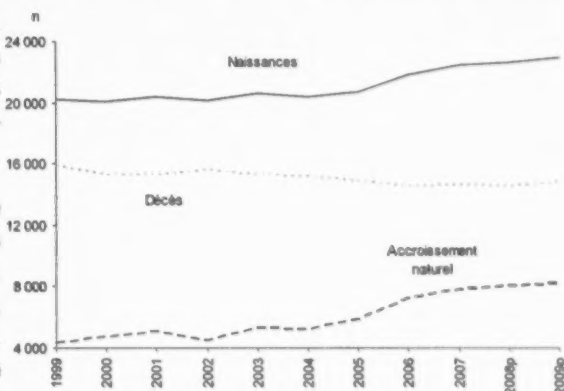
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Naissances, décès et accroissement naturel

Le nombre de naissances enregistrées à Montréal a augmenté pour une cinquième année consécutive en 2009, après avoir été plutôt stable dans la première moitié des années 2000. Selon les données provisoires, 22 982 bébés sont nés dans la région en 2009, soit 13 % de plus que les 20 396 naissances de 2004. Une augmentation de 20 % s'observe dans l'ensemble du Québec au cours de cette période.

À Montréal, la récente hausse des naissances est attribuable au fait que les femmes ont en moyenne un peu plus d'enfants depuis quelques années. L'indice synthétique de fécondité, qui mesure l'intensité de la fécondité d'une année donnée, est passé de 1,42 enfant par femme en 2004 à 1,62 en 2009. Une fécondité plus élevée a permis de compenser une légère réduction du nombre de femmes en âge d'avoir des enfants (15-49 ans) au cours de cette période. Malgré cette hausse, la fécondité de Montréal demeure une des plus faibles au Québec avec celle de la Capitale-Nationale (1,61). La moyenne québécoise est de 1,73 enfant par femme en 2009.

Figure 2.1

Naissances, décès et accroissement naturel, Montréal, 1999-2009

Source : Institut de la statistique du Québec.

Montréal est l'une des rares régions où le nombre de décès a diminué sensiblement au cours de la dernière décennie. En 2009, 14 816 décès ont été enregistrés dans la région, comparativement à 15 853 en 1999 et à 15 208 en 2004. Comme les naissances sont en hausse et que les décès se sont réduits, l'accroissement naturel, soit l'excédent des naissances sur les décès, a pris de l'ampleur. Après avoir représenté moins de 6 000 personnes de 1999 à 2005, il culmine à 8 166 personnes en 2009.

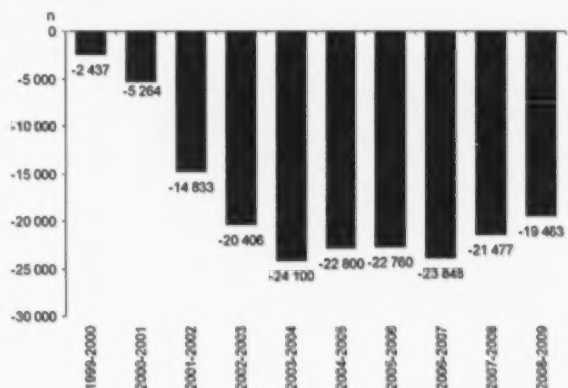
Migration interrégionale

Au cours des 10 dernières années, Montréal a été largement déficitaire dans ses échanges migratoires avec les autres régions du Québec. Si les pertes annuelles ont été relativement faibles en 1999-2000 (- 2 437), elles ont ensuite rapidement pris de l'ampleur : de 2002-2003 à 2007-2008, Montréal a perdu plus de 20 000 habitants par année au profit des autres régions. Une légère réduction des pertes migratoires interrégionales s'observe toutefois en fin de période. Le solde est passé de - 23 848 personnes en 2006-2007 à - 21 477 en 2007-2008 et s'établit à - 19 463 en 2008-2009.

En 2008-2009, les soldes migratoires de Montréal sont négatifs dans tous les groupes d'âge, sauf chez les 15-19 ans (+ 404) et, surtout, chez les 20-24 ans (+ 3 268). Ce profil migratoire est notamment lié à la présence d'institutions d'enseignement collégial et universitaire qui desservent non seulement les jeunes de Montréal, mais aussi ceux des autres régions du Québec. Les déficits importants chez les 25-44 ans et chez les jeunes enfants traduisent la nature souvent temporaire des migrations réalisées par les 15-24 ans, de même que l'attrait des jeunes familles pour les banlieues situées dans les régions adjacentes à Montréal.

Figure 2.2

Solde migratoire interrégional, Montréal, 1999-2000 à 2008-2009

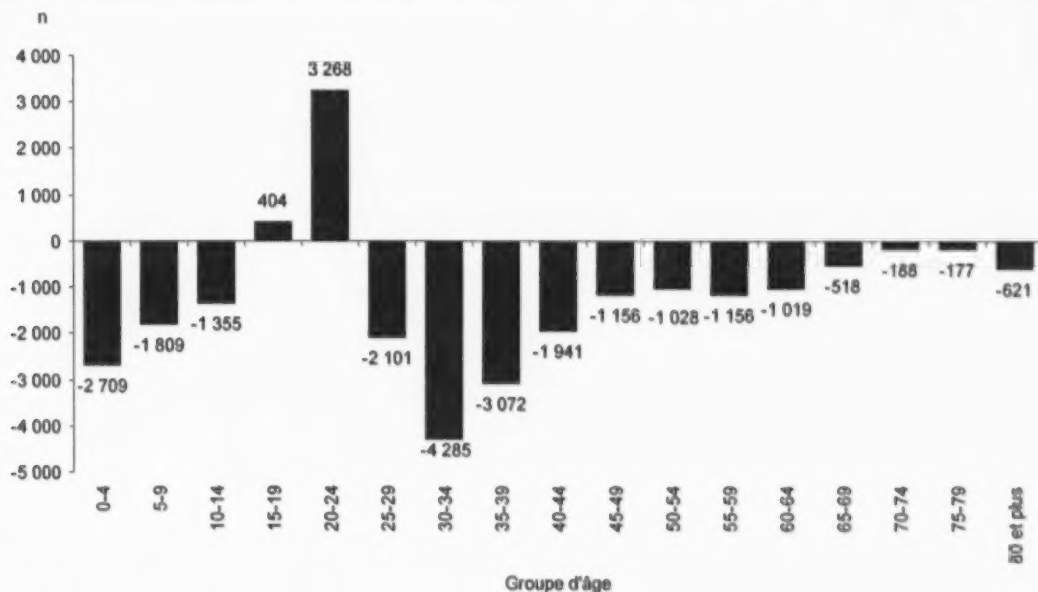


Note : Les données de 2005-2006 à 2007-2008 ont été révisées.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Figure 2.3

Solde migratoire interrégional selon le groupe d'âge, Montréal, 2008-2009



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

La Montérégie est la principale région de destination des individus qui quittent Montréal, de même que la principale région d'origine de ceux qui s'y établissent. En 2008-2009, un peu plus du tiers des mouvements migratoires, qu'il s'agisse des entrées ou des sorties, ont impliqué cette région voisine. Ces échanges ont été grandement défavorables à Montréal, qui a perdu 6 727 habitants au profit de la Montérégie. Un déficit d'ampleur semblable a résulté des échanges avec Laval (- 6 773), des pertes considérables étant également enregistrées vis-à-vis de Lanaudière (- 3 754) et des Laurentides (- 2 011). Les pertes totales au profit des régions adjacentes se sont toutefois atténuées au cours des deux dernières années, ce qui explique que le solde total de Montréal soit un peu moins négatif en 2007-2008 et en 2008-2009. Au cours de cette dernière année, Montréal a bénéficié des migrations avec seulement cinq régions et les gains sont de faible ampleur. Les plus importants sont réalisés au détriment de la Capitale-Nationale (+ 125) et du Saguenay-Lac-Saint-Jean (+ 103).

Tableau 2.3

Entrants, sortants et solde migratoire interrégional avec chacune des régions administratives, Montréal, 2008-2009

	Solde	Entrants				Sortants			
		Rang	n	%		Rang	n	%	
Bas-Saint-Laurent	- 80	13	444	1,1		12	524	0,9	
Saguenay-Lac-Saint-Jean	103	10	689	1,7		11	586	1,0	
Capitale-Nationale	125	5	2 301	5,5		5	2 176	3,6	
Mauricie	25	8	959	2,3		8	934	1,5	
Estrie	76	6	1 511	3,6		7	1 435	2,3	
Montréal	
Ontario	- 414	7	1 094	2,6		6	1 508	2,5	
Abitibi-Témiscamingue	12	14	392	0,9		14	380	0,6	
Côte-Nord	- 22	15	235	0,6		15	257	0,4	
Nord-du-Québec	- 34	16	143	0,3		16	177	0,3	
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	- 17	12	446	1,1		13	463	0,8	
Chaudière-Appalaches	73	9	718	1,7		10	645	1,1	
Laval	- 6 773	2	6 568	15,8		2	13 341	21,8	
Lanaudière	- 3 754	3	5 716	13,7		3	9 470	15,5	
Laurentides	- 2 011	4	4 870	11,7		4	6 881	11,3	
Montréal	- 6 727	1	14 915	35,8		1	21 642	35,4	
Centre-du-Québec	- 45	11	681	1,6		9	726	1,2	
Total	- 19 463	...	41 682	100,0		...	61 145	100,0	

Note : L'arrondissement des données peut amener un léger écart entre le total et la somme des régions.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Immigration internationale

L'immigration internationale joue un rôle incontournable dans la dynamique démographique de Montréal, qui est de loin la première région d'établissement des immigrants. En janvier 2009, 67,0 % des immigrants récents, admis au Québec entre 2003 et 2007, résidaient dans la région¹. En Montérégie, qui accueille le plus grand nombre d'immigrants après Montréal, cette part est de 9,5 %. La capacité d'attraction relative de Montréal a toutefois légèrement diminué au cours des dernières années, principalement au profit des régions adjacentes. En janvier 2005, 70,8 % des nouveaux immigrants admis entre 1999 et 2003 résidaient dans la région. Du fait de la hausse des volumes d'immigrants au Québec, le nombre d'immigrants récents établis à Montréal continue toutefois d'augmenter : il est passé de 101 300 à 119 400 entre janvier 2005 et janvier 2009.

1. Les statistiques sur la présence des immigrants au Québec selon l'année d'admission et la région de résidence sont compilées par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC). Les statistiques reprises ici n'ont pas été mises à jour par rapport à l'édition 2009 des bulletins statistiques régionaux, car le MICC n'avait pas encore diffusé de nouvelles données au moment de rédiger l'édition 2010. Les statistiques peuvent être consultées pour les autres régions du Québec dans : Institut de la statistique du Québec, *Panorama des régions du Québec. Édition 2010*. [En ligne :] <http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/regions/PDF/panorama2010.pdf>.

3. Marché du travail

Indicateurs de l'emploi et du chômage

par Jean-Marc Kilolo-Malambwe, Direction des statistiques du travail et de la rémunération

La région de Montréal perd 37 900 emplois en 2009, année marquée par la récession, soit une baisse de 4,0 %. Ce recul est plus important que celui enregistré à l'échelle du Québec (- 37 500; - 1,0 %). Le taux d'emploi régresse de 2,6 points en 2009, soit le recul le plus élevé qu'ait connu la région de Montréal depuis 1988 (données disponibles depuis 1987). Ce repli s'explique surtout par la baisse de l'emploi, mais aussi par une légère hausse de la population en âge de travailler (+ 0,2 %). Ainsi, la région de Montréal recule d'un rang, à la dixième place, au chapitre du taux d'emploi.

Les catégories les plus touchées sont les hommes (- 36 300) et les travailleurs âgés de 30 ans et plus (- 31 600). Le secteur des services, à lui seul, accuse une perte de 29 300 emplois. On note aussi que la région montréalaise est une des trois régions québécoises où l'on retrouve la plus faible proportion de travailleurs dans le secteur des biens (15,3 %).

En 2009, les pertes d'emplois à temps plein sont considérables (- 26 500) : en effet, la région de Montréal, qui regroupe près du quart des emplois de ce régime au Québec, subit des pertes équivalant à environ 80 % de celles de la province. Quant à l'emploi à temps partiel (- 11 400), qui représente également près du quart des emplois québécois de ce régime, il s'en est perdu deux fois plus dans la région de Montréal qu'à l'échelle du Québec. À la suite de ce recul, la présence de l'emploi à temps partiel se réduit de 0,5 point de pourcentage, à 18,5 %.

Après une légère augmentation de 0,2 point en 2008, le taux de chômage s'accroît de 2,4 points dans la région de Montréal en 2009, soit l'augmentation la plus forte parmi les régions administratives du Québec. La région se situe ainsi au 15^e rang sur 17, en ce qui a trait au taux de chômage; la baisse de l'emploi plus forte que celle de la population active (- 1,3 %) explique cette hausse. Par ailleurs, le nombre de chômeurs augmente de 24 500.

Tableau 3.1

Caractéristiques du marché du travail, Montréal, 2005-2009

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Population active	k	1031,1	1045,5	1038,6	1046,9	1033,6
Emploi	k	920,3	940,2	950,0	956,2	918,3
Selon le régime						
Emploi à temps plein	k	757,0	753,2	759,2	775,0	748,5
Emploi à temps partiel	k	163,2	186,9	190,8	181,3	169,9
Groupe d'âge						
15-29 ans	k	251,6	261,3	258,7	247,7	241,5
30 ans et plus	k	668,6	678,8	691,3	708,5	676,9
Sexe						
Hommes	k	486,2	497,6	497,0	508,2	471,9
Femmes	k	434,1	442,5	453,0	448,0	446,4
Secteur d'activités						
Secteur des biens	k	176,7	160,4	156,7	148,6	140,1
Secteur des services	k	743,6	779,8	793,3	807,6	778,3
Chômeurs	k	110,9	105,4	88,6	90,7	115,2
Taux d'activité	%	65,7	66,0	65,2	65,7	64,8
Taux de chômage	%	10,8	10,1	8,5	8,7	11,1
Taux d'emploi	%	58,6	59,4	59,7	60,1	57,5
Part de l'emploi à temps partiel	%	17,7	19,9	20,1	19,0	18,5

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Le recul de la population active (– 1,3 %), combinée à la croissance de la population en âge de travailler, entraîne une régression du taux d'activité de 0,9 point en 2009. Celui-ci se situe maintenant (64,8 %) en deçà du taux d'activité du Québec (65,2 %).

Le recul de l'emploi enregistré dans la région de Montréal en 2009 ramène pratiquement l'emploi à son niveau de 2005. De 1987 à 2009, l'emploi augmente de 49 900 et tout comme en 1987, c'est dans la région de Montréal qu'on retrouve le plus grand nombre d'emplois parmi toutes les régions. Toutefois, sa part dans l'emploi total du Québec diminue de 4,8 points durant cette période.

4. Comptes économiques

4.1 Produit intérieur brut

par Danielle Bilodeau, Direction des statistiques économiques et du développement durable

En 2008, le produit intérieur brut (PIB) aux prix de base en dollars courants s'élève à 95,9 G\$ dans la région de Montréal. La production de cette région constitue un peu plus du tiers du PIB du Québec et qui en fait, de loin, la région la plus importante du Québec sur le plan économique, devant la Montérégie, qui représente autour de 15 % de l'économie québécoise, et la Capitale-Nationale, près de 10 %.

L'économie de la région se replie de 1,4 % en 2008, mais affiche tout de même un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 2,1 % au cours des quatre dernières années. En 2008, l'économie du Québec croît de 2,0 % et son TCAM s'élève à 3,9 %. La région se classe ainsi au seizième rang, en avant-dernière place, devant la Côte-Nord parmi les 17 régions administratives au chapitre de la croissance économique en 2008.

Produit intérieur brut par industrie

Les industries des services affichent une forte prépondérance dans l'économie de la région de Montréal avec un PIB qui atteint 74,2 G\$ en 2008, soit 77,3 % de son activité économique. En comparaison, ces industries correspondent à 70,1 % du PIB à l'échelle du Québec. Elles régressent de 1,6 % en 2008 comparativement à 0,7 % en ce qui concerne les industries productrices de biens.

En 2008, trois industries des services évoluent à la baisse : le groupe de la finance, des assurances et des services immobiliers chute de 13,8 %. Les soins de santé et l'assistance sociale glissent de 0,6 % et le commerce de détail, de 0,5 %. Plusieurs industries sont tout de même en hausse. Le transport et de l'entreposage (+ 4,3 %), l'industrie de l'information et industrie culturelle (+ 3,1 %) ainsi que le commerce de gros (+ 3,0 %), trois bases économiques régionales importantes, contribuent de façon positive au PIB de la région. L'industrie des autres services (+ 5,0 %) ainsi que celle de l'hébergement et des services de restauration (+ 4,9 %) affichent de solides taux de croissance. Les services professionnels, scientifiques et techniques (+ 2,2 %), les arts, les spectacles et les loisirs (+ 2,7 %) et les services d'enseignement (+ 2,6 %) avancent à un rythme soutenu. Comme ces trois industries constituent, à des degrés divers, des bases économiques de la région, elles apportent un soutien non négligeable à l'économie régionale.

Avec un PIB de 21,8 G\$, les industries productrices de biens occupent 22,7 % de l'économie de la région. L'industrie de la fabrication est en perte de vitesse depuis 2005 et décroît annuellement en moyenne de 3,3 % depuis 2004. La diminution se chiffre à 3,0 % en 2008. Plusieurs industries considérées comme des bases économiques de la région poursuivent leur tendance à la baisse en 2008 : la fabrication de vêtements (- 25,3 %), celle de produits informatiques et électroniques (- 12,7 %) et celle de produits chimiques (- 0,3 %), les usines de textiles et de produits textiles (- 19,0 %) de même que la fabrication de produits en cuir (- 6,1 %). À l'inverse, trois autres des bases économiques régionales de la fabrication se portent bien. Ainsi, la fabrication de boissons et de produits du tabac (+ 3,6 %) affiche une troisième hausse consécutive, l'impression et les activités connexes de soutien (+ 3,4 %), une deuxième hausse d'affilée, et la fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques (+ 1,2 %) demeure à la hausse pour une troisième année de suite. La fabrication d'aliments (+ 8,0 %) présente une hausse substantielle, après celle de 4,6 % en 2007. L'industrie de la construction croît de 6,8 %, après avoir connu un taux de croissance de 3,8 % en 2007.

Depuis 2004, la part des industries productrices de biens s'érode dans la région de Montréal. Ainsi, de 26,4 % de l'économie régionale en 2004, cette part s'évalue à 22,7 % en 2008. Au Québec, la part de ces industries se situe à 31,9 % en 2004 et passe à 29,9 % en 2008.

Tableau 4.1.1

Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base par industrie, Montréal, 2007-2008

	2007 ^a	2008 ^a	Part de l'industrie en 2008	Variation annuelle moyenne 2008/2004	Variation 2008/2007
	\$	\$		%	%
Ensemble des industries	97 287 088	95 907 615	100,0	2,1	-1,4
Secteur de production de biens	21 821 088	21 757 300	22,7	-1,7	-0,7
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	97 550	103 659	0,1	-10,4	6,3
Cultures agricoles et élevage	48 758	53 205	0,1	1,0	9,1
Foresterie et exploitation forestière	19 576	19 584	0,0	-26,6	0,0
Pêche, chasse et piégeage	X	X	—	—	—
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	X	X	—	—	—
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	X	X	—	—	—
Services publics	X	X	—	—	—
Construction	2 857 429	3 082 170	3,2	0,0	6,8
Fabrication	14 661 025	14 220 704	14,8	-3,3	-3,0
Fabrication d'aliments	1 075 897	1 181 831	1,2	1,6	9,0
Fabrication de boissons et de produits du tabac	1 330 326	1 378 181	1,4	2,7	3,6
Usines de textiles et de produits textiles	401 511	325 272	0,3	-13,8	-19,0
Fabrication de vêtements	976 647	729 341	0,8	-14,7	-25,3
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues	33 080	31 068	0,0	-12,3	-6,1
Fabrication de produits en bois	108 089	95 134	0,1	-13,6	-12,0
Fabrication du papier	755 958	701 382	0,7	3,7	-7,2
Impression et activités connexes de soutien	754 782	780 381	0,8	-1,5	3,4
Fabrication de produit du pétrole et du charbon	X	X	—	—	—
Fabrication de produits chimiques	1 679 899	1 675 265	1,7	-2,3	-0,3
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	10 686	584 185	0,6	-3,9	-5,3
Fabrication de produits minéraux non métalliques	324 516	319 350	0,3	-0,3	-1,6
Première transformation des métaux	642 934	517 878	0,6	-1,0	-19,5
Fabrication de produits métalliques	834 930	838 148	0,9	0,2	0,4
Fabrication de machines	779 379	791 207	0,8	1,9	1,5
Fabrication de produits informatiques et électroniques	760 162	663 670	0,7	-11,2	-12,7
Fabrication de matériel, appareils et composants électriques	610 121	617 404	0,6	0,2	1,2
Fabrication de matériel de transport	X	X	—	—	—
Fabrication de meubles et de produits connexes	310 535	289 551	0,3	-4,4	-6,8
Activités diverses de fabrication	417 857	401 690	0,4	-2,8	-3,8
Secteur des services	75 365 388	74 150 315	77,3	3,3	-1,6
Commerce de gros	7 078 889	7 288 779	7,8	5,0	3,0
Commerce de détail	4 770 797	4 747 249	4,9	3,3	-0,5
Transport et entreposage	5 416 417	5 646 656	5,9	4,0	4,3
Industrie de l'information et industrie culturelle	7 010 842	7 226 878	7,5	3,8	3,1
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	18 334 361	15 798 968	16,5	0,5	-13,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	6 760 851	6 912 920	7,2	4,5	2,2
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	X	X	—	—	—
Services d'enseignement	4 065 906	4 190 967	4,4	4,0	2,8
Soins de santé et assistance sociale	7 221 904	7 175 374	7,8	3,4	-0,6
Arts, spectacles et loisirs	1 419 838	1 488 570	1,8	3,0	2,7
Hébergement et services de restauration	1 810 105	1 897 973	2,0	5,0	4,9
Autres services, sauf les administrations publiques	2 919 894	3 065 294	3,2	5,3	5,0
Administrations publiques	X	X	—	—	—

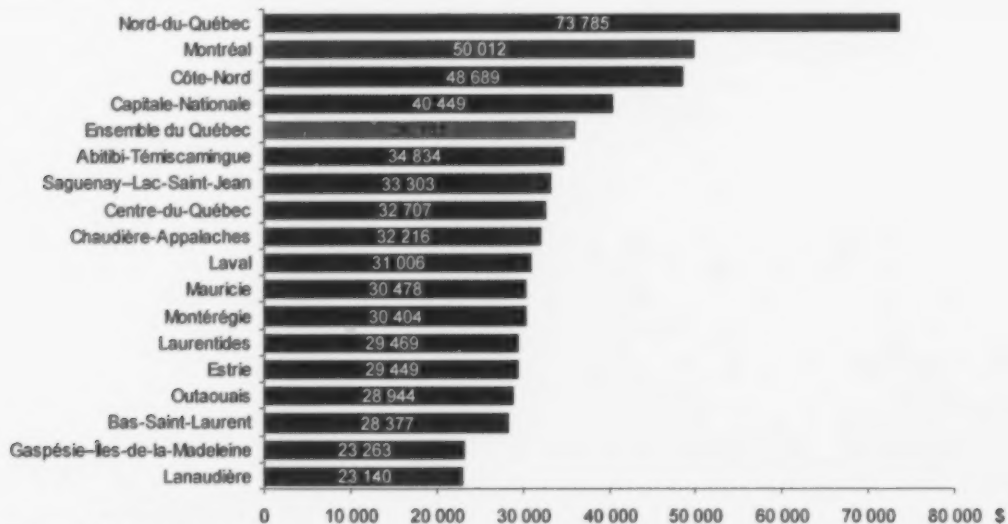
Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

Produit intérieur brut par habitant

Le PIB par habitant est un indicateur souvent utilisé pour faciliter les comparaisons entre les régions quant à l'importance de la production dans un territoire donné. À cet égard, la région de Montréal figure au deuxième rang parmi les régions administratives du Québec en 2009. En effet, le PIB par habitant atteint 50 012 \$, en baisse de 1,1 % par rapport à 2008, à cause de la diminution de sa production. Au Québec, le PIB par habitant s'élève à 36 161 \$ en 2009, après une baisse de 1,4 %.

Figure 4.1.1

Produit intérieur brut par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

4.2 Revenu personnel

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Pour la septième année consécutive, le revenu personnel par habitant s'accroît dans Montréal et s'établit à 35 335 \$ en 2009, même si la hausse de 0,7 % est moins prononcée que les années précédentes. Cette augmentation s'explique par la croissance de 2,2 % des revenus d'emploi combinée à celle de 5,1 % de transferts des administrations publiques, ce qui amoindrit l'effet de la baisse de 9,8 % des revenus de placements. La chute des revenus de placements est la conséquence de la diminution d'intérêt sur les dépôts bancaires et les rendements négatifs des caisses de retraite privées et publiques. Par ailleurs, le revenu personnel disponible par habitant, soit le revenu des particuliers soustrait des impôts directs et des cotisations sociales, s'apprécie de 1,9 % en 2009 pour atteindre 27 462 \$. À cet égard, la région de Montréal occupe le deuxième rang parmi les 17 régions administratives, devant la Capitale-Nationale (27 429 \$) et derrière le Nord-du-Québec (29 415 \$).

Tableau 4.2.1

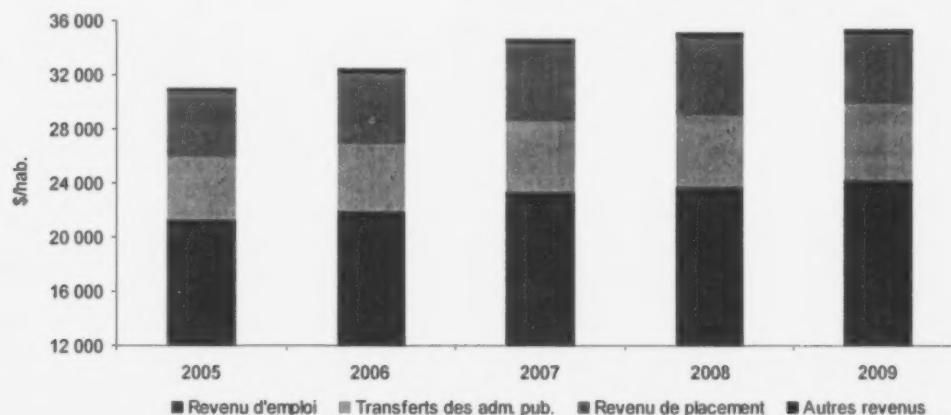
Revenu personnel et ses composantes par habitant, Montréal et ensemble du Québec, 2008-2009

	Montréal			Ensemble du Québec		
	2008 ^a	2009 ^a	Variation 09/08	2008 ^a	2009 ^a	Variation 09/08
	\$/hab.		%	\$/hab.		%
Revenu d'emploi	23 752	24 281	2,2	23 930	24 216	1,2
Revenu de placement	5 713	5 152	-9,8	3 919	3 582	-8,6
Transferts des administrations publiques	5 336	5 609	5,1	5 546	5 674	2,3
Autres sources de revenu	295	293	-0,9	155	151	-2,4
Revenu personnel	35 097	35 335	0,7	33 550	33 623	0,2
<i>Moins :</i>						
Impôts, cotisations et autres transferts	8 139	7 873	-3,3	7 900	7 592	-3,9
<i>Égale :</i>						
Revenu personnel disponible	26 958	27 462	1,9	25 650	26 031	1,5

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux.

Par ailleurs, les transferts que versent les différents paliers de gouvernement aux particuliers s'établissent à 5 609 \$ par habitant. L'augmentation des transferts gouvernementaux est attribuable à la hausse conjointe des prestations d'assurance-emploi, de la Régie des rentes du Québec, ainsi que celles de la sécurité de vieillesse. En contrepartie, on observe une baisse des prestations d'allocations familiales et prestations fiscales pour enfants. La proportion qu'occupent les transferts gouvernementaux dans le revenu personnel s'établit à 15,9 % dans Montréal comparativement à 16,9 % dans l'ensemble du Québec. Les prestations de la sécurité de vieillesse et de la Régie des rentes du Québec représentent la plus grande part des transferts en provenance des administrations publiques.

Figure 4.2.1

Revenu personnel par habitant, Montréal, 2005-2009

Source : Institut de la statistique du Québec.

5. Exportations

par Pierre Lachance, Direction des statistiques économiques et du développement durable

En 2007, les exportations internationales de biens de la région de Montréal augmentent de 3,2 %. Cette hausse de la valeur exportée est la troisième de suite, soit depuis 2005, la plus importante ayant eu lieu en 2006 (+ 5,2 %). En revanche, dans l'ensemble du Québec, les exportations décroissent de 0,2 % en 2007. Sur les 70,8 G\$ de biens exportés par le Québec en 2007 – dont 3,4 G\$ ne peuvent être répartis régionalement – 25,5 G\$ sont attribuables aux 3 733 établissements exportateurs de la région de Montréal. La part relative de la région dans les exportations totales du Québec a fléchi de façon importante de 2001 à 2005 (34,0 %), mais elle remonte à 36,0 % en 2007.

Malgré une quatrième baisse en six ans de la valeur des biens exportés vers les États-Unis (soit depuis 2001), ce pays demeure la principale destination des exportations de Montréal. En 2007, les exportations vers les États-Unis se chiffrent à 17,1 G\$, soit 67,1 % de la valeur totale exportée par Montréal. La région de la Côte-Est¹ des États-Unis en reçoit pour près de 8,3 G\$, ou 32,4 % de la valeur totale, suivie de loin par le Midwest avec 3,4 G\$ (13,3 % du total) et le Centre Industriel avec 2,6 G\$ (10,1 %). Par ailleurs, les exportations de biens vers l'Europe passent de 2,1 G\$ en 2005 à 4,2 G\$ en 2007 (+ 101,8 % en deux ans) et comptent pour 14,9 % de la valeur totale exportée, comparativement à 3,4 % pour le Japon (857,8 M\$).

Tableau 5.1

Valeur et proportion des marchandises exportées selon la destination, Montréal, 2003-2007

	2003 ¹	2004 ¹	2005 ¹	2006 ¹	2007	TCAM ¹ 2007/2003
	M\$					%
Amérique du Sud ²	90,5	113,1	116,7	163,0	219,2	24,8
Mexique	63,5	87,4	118,2	361,9	331,9	51,2
États-Unis	20 039,8	17 628,2	18 769,6	16 844,1	17 098,5	- 3,9
Japon	614,4	729,4	642,4	898,2	857,8	8,7
Union européenne ³	2 019,2	2 331,5	2 060,0	3 834,2	4 158,0	19,8
Autres	1 543,8	1 882,0	1 772,1	2 598,6	2 829,2	16,3
Total	24 371,2	22 771,5	23 478,9	24 700,0	25 494,6	1,1

1. Taux de croissance annuel moyen.

2. L'Amérique du Sud comprend les pays suivants : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guyane, Îles Falkland (Malvinas), Paraguay, Pérou, Suriname, Uruguay et Venezuela.

3. L'Union européenne correspond aux pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Guyane française, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Royaume-Uni, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie et Suède.

Source : Statistique Canada, Registre des exportateurs canadiens.

Compilation : Institut de la statistique du Québec; ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

On dénombre 3 733 établissements exportateurs à Montréal en 2007, soit 357 (- 8,7 %) de moins qu'en 2006. Seulement 260 (7,0 %) d'entre eux comptent plus de 200 employés, mais ces établissements génèrent 50,6 % des exportations de marchandises de la région. Par ailleurs, 1 695 établissements (45,4 %) exportateurs de la région relèvent du secteur manufacturier, et leurs exportations se chiffrent à 16,6 G\$ (- 1,7 %), soit 65,0 % de la valeur totale exportée. Dans le secteur de la fabrication, les quatre industries dont les exportations dépassent le milliard de dollars en 2007 sont : le matériel de transport, avec une valeur de 5,8 G\$ et une part relative de 22,6 %, la première transformation des métaux (2,8 G\$ et 11,1 %), la machinerie (1,2 G\$ et 4,7 %) et les produits chimiques (1,0 G\$ et 4,1 %). Dans le secteur des services, deux industries se démarquent, soit celle des services aux entreprises (2,9 G\$ et 11,6 %) et celle du commerce de gros (2,9 M\$ et 11,3 %).

1. Côte-Est des États-Unis : Connecticut, Delaware, District de Columbia, Maine, Maryland, Massachusetts, New Hampshire, New Jersey, New York, Caroline du Nord, Pennsylvanie, Rhode Island, Vermont, Virginie, Virginie occidentale.

tableau 5.2

Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industries, Montréal, 2003-2007

	2003 ^a	2004 ^a	2005 ^a	2006 ^a	2007
	M\$				
Agriculture, foresterie, pêche et chasse, Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz, Services publics et Construction	1 423,6	1 330,4	1 270,4	1 272,4	1 717,0
Fabrication	17 163,8	15 896,4	15 797,5	16 875,2	16 581,0
Aliments	376,4	255,5	288,4	313,8	286,5
Boissons et produits du tabac	129,1	119,5	122,9	166,4	164,2
Usines de textiles	423,7	335,2	295,8	250,8	208,8
Usines de produits textiles	41,7	35,9	28,1	25,4	15,0
Vêtements	1 024,0	958,1	772,1	575,2	426,4
Produits en cuir et produits analogues	43,9	49,3	34,2	26,0	18,2
Produits en bois	118,3	229,3	512,6	643,3	518,4
Papier	545,3	573,4	623,2	613,3	712,9
Impression et activités connexes de soutien	271,7	270,0	317,2	265,5	232,0
Produits du pétrole et du charbon	381,9	516,7	653,3	459,4	358,0
Produits chimiques	759,4	961,7	955,8	970,2	1 047,8
Produits en caoutchouc et en plastique	452,2	472,9	540,6	542,1	486,1
Produits minéraux non métalliques	66,0	62,7	63,6	67,1	60,1
Première transformation des métaux	850,8	1 180,6	1 374,9	2 137,4	2 831,7
Fabrication de produits métalliques	353,1	405,6	422,1	481,0	533,6
Machinerie	1 119,6	1 135,7	1 105,8	1 332,9	1 199,3
Produits informatiques et électroniques	1 534,8	1 764,2	1 058,6	967,5	849,0
Produits, appareils et composants électroniques	340,2	352,5	414,9	464,4	463,6
Matériel de transport	7 742,2	5 658,0	5 737,3	6 137,1	5 752,6
Meubles et produits connexes	241,5	223,7	198,6	169,5	149,0
Activités diverses de fabrication	348,0	336,0	277,5	267,2	267,8
Commerce de gros	2 622,8	2 511,1	2 473,0	2 842,3	2 871,3
Commerce de détail	73,3	73,0	76,8	181,8	415,6
Transport et entreposage	287,8	185,5	288,8	240,0	235,7
Information et industries culturelles	104,4	134,3	157,2	97,4	112,0
Finances et assurances	205,3	273,0	456,0	386,3	400,0
Services aux entreprises	2 436,6	2 272,7	2 851,4	2 667,1	2 947,0
Autres	53,6	95,0	107,9	137,6	215,0
Total	24 371,2	22 771,5	23 478,9	24 700,0	25 494,6

Source : Statistique Canada, Registre des exportateurs canadiens.

Compilation : Institut de la statistique du Québec; ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Sur le plan méthodologique, il importe de préciser que la répartition des exportations par région se fait selon le lieu de résidence de l'établissement exportateur, et non selon l'origine du fabricant ou du producteur. De plus, les exportations d'une région dirigées vers les autres provinces canadiennes ne sont pas couvertes par le Registre des exportateurs canadiens.

6. Industrie manufacturière

par Mario Ringuette, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Bien qu'en perte de vitesse depuis quelques années, le secteur manufacturier reste tout de même un des acteurs importants de l'économie du Québec et de ses régions. En 2008, le secteur manufacturier représente le sixième de l'activité économique québécoise avec 16,6 % du produit intérieur brut (estimé au prix de base en dollars courants). Cette proportion varie cependant fortement d'une région à l'autre et vient, par conséquent, moduler l'impact induit par d'importants changements dans le secteur manufacturier sur l'ensemble de l'économie régionale. Dans la région de Montréal, les établissements manufacturiers génèrent de façon directe 14,8 % de l'activité économique régionale.

Emploi total du secteur manufacturier

En 2008, le nombre d'emplois du secteur manufacturier de la région de Montréal a glissé à 127 817. Il s'agit en fait d'une réduction de 7,1 % par rapport à 2007, soit une baisse plus importante que la moyenne québécoise (- 3,9 %). La réduction de l'emploi en 2008 est manifeste dans plusieurs sous-secteurs. Certains se démarquent toutefois par la création nette d'emploi, comme c'est le cas pour la fabrication de produits en bois (+ 19,7 %), de produits minéraux non métalliques (+ 7,2 %), de machines (+ 3,2 %) et dans le sous-secteur des aliments (+ 2,1 %).

Tableau 6.1

Emploi total dans le secteur manufacturier, par sous-secteur du SCIAN, Montréal et ensemble du Québec, 2004-2008

Sous-secteur du SCIAN	2004	2005	2006	2007	2008	Variation 2008/2007	TCAM ¹ 2008/2004
	n					%	
Montréal	168 635	152 906	146 655	137 643	127 817	- 7,1	- 6,7
Aliments	13 929	14 058	13 741	12 828	13 103	2,1	- 1,5
Boissons et produits du tabac	4 539	4 509	4 477	4 524	4 139	- 8,5	- 2,3
Usines de textiles	4 249	3 175	2 766	2 302	1 640	- 28,8	- 21,2
Usines de produits textiles	2 535	2 068	1 860	1 444	1 309	- 9,3	- 15,2
Vêtements	29 896	24 293	22 209	17 734	13 452	- 24,1	- 18,1
Produits en cuir et produits analogues	1 512	1 348	1 298	1 152	1 060	- 8,0	- 8,5
Produits en bois	1 180	1 138	1 058	1 027	1 229	19,7	1,0
Papier	5 423	5 090	4 610	4 271	4 063	- 4,9	- 7,0
Impression et activités connexes de soutien	8 963	8 321	7 830	7 930	7 751	- 2,3	- 3,6
Produits du pétrole et du charbon	x	x	x	x	x	x	x
Produits chimiques	10 033	10 928	10 391	9 216	8 508	- 7,7	- 4,0
Produits en caoutchouc et en plastique	8 386	8 356	7 774	7 867	7 333	- 6,8	- 3,3
Produits minéraux non métalliques	2 578	2 325	2 246	2 175	2 332	7,2	- 2,5
Première transformation des métaux	3 188	2 992	3 132	3 100	F	F	F
Produits métalliques	9 642	9 906	9 612	9 426	9 081	- 3,7	- 1,5
Machines	9 937	10 099	9 994	10 734	11 073	3,2	2,7
Produits informatiques et électroniques	13 713	11 454	10 571	9 927	8 068	- 18,7	- 12,4
Matériel, appareils et composants électriques	5 862	5 502	5 562	5 341	5 250	- 1,7	- 2,7
Matériel de transport	x	x	x	x	x	x	x
Meubles et produits connexes	7 401	7 371	6 544	6 414	6 018	- 6,2	- 5,0
Activités diverses de fabrication	7 496	6 558	7 107	6 592	6 452	- 2,1	- 3,7
Ensemble du Québec	500 675	482 821	466 581	451 125	433 510	- 3,9	- 3,5

1. Taux de croissance annuel moyen.

Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2004-2008.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

La baisse des effectifs dans le secteur manufacturier de la région de Montréal en 2008 s'inscrit dans une tendance que l'on observe depuis 2004. Au cours de cette période, l'emploi a diminué en moyenne de 6,7 % annuellement. Pour l'ensemble du Québec, le repli a été de 3,5 % par année en moyenne entre 2004 et 2008.

Revenus totaux dans le secteur manufacturier

Les revenus totaux¹ des établissements manufacturiers de la région de Montréal sont en croissance en 2008 pour s'élever à 52,4 G\$. La hausse, de l'ordre de 1,6 G\$ ou 3,1 %, a été relativement plus rapide que la moyenne québécoise (+ 2,5 %). Parmi les industries qui ont contribué à cette majoration, citons entre autres les produits chimiques, les machines et les aliments. Par contre, d'autres sous-secteurs ont fortement ralenti la progression des revenus de la région, tels les produits informatiques et électroniques ainsi que les vêtements. Ces deux secteurs d'activité éprouvent d'ailleurs des difficultés depuis plusieurs années.

Malgré les résultats observés en 2008, la progression des revenus est plutôt modérée depuis 2004. Le taux de croissance annuel moyen est de 0,9 %, en dessous de celui de l'ensemble des régions québécoises (+ 2,0 %).

Tableau 6.2

Revenus totaux dans le secteur manufacturier, Montréal et ensemble du Québec, 2004-2008

Sous-secteur du SCIAN	2004	2005	2006	2007	2008	Variation 2008/2007	TCAM ¹ 2008/2004
	k\$					%	
Montréal	50 661 537	49 952 209	51 926 022	50 851 832	52 421 417	3,1	0,9
Aliments	4 026 882	4 974 635	4 724 295	4 869 130	5 128 191	5,3	6,2
Boissons et produits du tabac	2 468 017	2 461 144	2 489 387	2 606 108	2 563 058	- 1,7	0,9
Usines de textiles	869 690	657 069	627 214	471 912	308 249	- 34,7	- 22,8
Usines de produits textiles	367 863	311 077	310 435	268 905	231 107	- 14,1	- 11,0
Vêtements	3 368 630	2 949 467	2 773 634	2 403 857	1 979 536	- 17,7	- 12,4
Produits en cuir et produits analogues	152 816	139 007	133 269	123 636	124 168	0,4	- 5,1
Produits en bois	362 953	337 161	224 937	198 830	217 181	9,2	- 12,0
Papier	1 561 193	1 497 058	1 397 915	1 341 367	1 289 210	- 3,9	- 4,7
Impression et activités connexes de soutien	1 422 643	1 346 920	1 285 456	1 326 224	1 268 563	- 4,3	- 2,8
Produits du pétrole et du charbon	x	x	x	x	x	x	x
Produits chimiques	6 083 324	5 749 814	5 959 269	4 774 621	5 335 951	11,8	- 3,2
Produits en caoutchouc et en plastique	2 022 077	2 194 022	2 102 537	2 213 985	2 064 333	- 6,8	0,5
Produits minéraux non métalliques	564 408	541 259	587 871	584 291	572 474	- 2,0	0,4
Première transformation des métaux	3 623 043	3 870 874	6 427 335	5 621 325	F	F	F
Produits métalliques	1 949 152	1 881 009	1 861 634	1 787 730	1 688 192	- 5,6	- 3,5
Machines	2 216 390	2 223 128	2 330 132	2 585 832	3 024 027	16,9	8,1
Produits informatiques et électroniques	3 759 656	3 356 064	2 762 831	2 635 143	2 076 305	- 21,2	- 13,8
Matériel, appareils et composants électriques	1 480 984	1 357 697	1 528 226	1 517 585	1 359 307	- 10,4	- 2,1
Matériel de transport	x	x	x	x	x	x	x
Meubles et produits connexes	1 044 481	935 330	888 511	858 009	845 329	- 1,5	- 5,2
Activités diverses de fabrication	1 161 399	1 072 398	1 095 822	1 074 736	1 004 832	- 6,5	- 3,6
Ensemble du Québec	147 470 739	152 348 158	157 670 122	155 681 738	159 515 688	2,5	2,0

1. Taux de croissance annuel moyen.

Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2004-2008.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

1. Globalement, les revenus totaux comprennent les revenus provenant de la vente des biens fabriqués, de biens achetés pour la revente tels quels, et revenus de location, d'exploitation et de placements.

7. Investissements et permis de bâtir

par Jean-François Fortin, Direction des statistiques économiques et du développement durable

7.1 Investissements

Selon les perspectives 2010, les dépenses en immobilisation de la région de Montréal augmentent de 1,8 % pour atteindre 12,0 G\$. Il faut remonter à 2004 pour avoir un niveau d'investissement aussi élevé. La région, qui compte pour 19,1 % des investissements québécois, fait donc moins bien que la moyenne provinciale en termes de croissance annuelle (+ 3,6 %).

Tableau 7.1.1

Dépenses en immobilisation par industrie¹ et par secteur, Montréal, 2006-2010²

	2006	2007 [*]	2008	2009	2010	Variation 2010/2009	Part relative dans la région (2010)	Part relative dans le Québec (2010)
	k\$						%	
Production de biens	1 504 186	1 452 056	1 666 216	1 587 039	1 536 477	- 3,2	12,9	11,7
Production de services	7 003 257	7 410 937	7 898 245	7 847 009	8 243 171	5,0	69,0	28,6
Logement	2 498 010	2 365 356	2 271 987	2 308 113	2 170 962	- 5,9	18,2	10,5
Total	11 005 452	11 228 349	11 836 448	11 742 161	11 950 610	1,8	100,0	19,1
Secteur privé non résidentiel	5 478 201	5 655 074	5 955 666	5 021 934	4 599 725	- 8,4	38,5	22,9
Secteur public	3 029 241	3 207 919	3 608 794	4 412 114	5 179 923	17,4	43,3	23,7

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

1. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2002*.

2. 2006-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires; 2010 : perspectives.

Sources : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation; Institut de la statistique du Québec.

L'investissement des industries productrices de biens, responsables de 12,9 % des investissements régionaux, est en baisse de 3,2 % par rapport à 2009 et s'établit à 1,5 G\$. De ce montant, près des trois quarts se retrouvent dans le secteur de la fabrication (1,1 G\$). La région de Montréal représente d'ailleurs plus du tiers des dépenses en immobilisation québécoises pour ce secteur, la plaçant loin devant la Montérégie (697,8 M\$).

Les dépenses en immobilisation des industries productrices de services se chiffrent pour leur part à 8,2 G\$, en croissance de 5,0 % par rapport au niveau de 2009. Il s'agit du plus haut niveau atteint depuis 2000. La forte hausse enregistrée dans le secteur du transport et entreposage (+ 484,4 M\$) et la hausse plus modeste du secteur des administrations publiques (+ 132,9 M\$) viennent compenser les baisses observées dans plusieurs des autres industries productrices de services.

L'investissement relatif aux logements est en baisse dans la région de Montréal (- 5,9 % en 2010) pour s'établir à 2,2 G\$. Malgré que cette baisse représente la plus grande décroissance observée parmi les 17 régions administratives, la région se classe au quatrième rang en termes de niveau, derrière la Montérégie (4,5 G\$), la Capitale-Nationale (2,7 G\$) et les Laurentides (2,3 G\$).

Les investissements privés non résidentiels, responsables de 38,5 % de l'investissement régional, sont en baisse de 8,4 % par rapport à 2009 (la troisième plus forte décroissance observée au Québec) et s'établissent à 4,6 G\$ (un creux historique), mais demeurent néanmoins au premier rang à l'échelle provinciale, devant la Montérégie (3,3 G\$). Cette diminution de 422,2 M\$ est cependant contrebalancée par la forte hausse des investissements publics de l'ordre de 767,8 M\$ (+ 17,4 %), soit le troisième plus fort taux de croissance annuel derrière la Côte-Nord et le Bas-Saint-Laurent.

7.2 Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir émis dans la région de Montréal en 2009 est en baisse de 2,7 % par rapport à 2008 pour s'établir à 2,0 G\$. Il s'agit d'une valeur inférieure à la moyenne observée pour la période 2005-2009 (2,1 G\$).

Tableau 7.2.1

Valeur des permis de bâtir des secteurs résidentiel et non résidentiel, Montréal et ensemble du Québec, 2005-2009

	2005	2006	2007	2008	2009	Variation 2009/2008	Moyenne 2005-2009
	k\$					%	k\$
Montréal	2 096 353	2 157 621	2 183 142	2 056 607	2 001 377	- 2,7	2 099 020
Résidentiel	1 180 520	1 100 093	1 032 830	1 015 916	940 616	- 7,4	1 053 995
Non résidentiel	915 833	1 057 528	1 150 312	1 040 691	1 060 761	1,9	1 045 025
Ensemble du Québec	11 287 982	11 878 332	12 973 354	13 806 682	12 929 699	- 6,4	12 575 210
Résidentiel	7 885 798	7 779 494	8 416 100	8 911 629	8 406 568	- 5,7	8 279 918
Non résidentiel	3 402 184	4 098 838	4 557 254	4 895 053	4 523 131	- 7,6	4 295 292

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Dans le secteur résidentiel, la valeur des permis de bâtir délivrés en 2009 (0,9 G\$) est inférieure de 7,4 % à la valeur de 2008 (1,0 G\$). Ce faisant, 2009 est la première année depuis 2002 où la valeur de ces permis est inférieure au milliard de dollars (la moyenne sur cinq ans étant de 1,1 G\$).

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis de bâtir délivrés atteint 1,1 G\$ en 2009, en hausse de 1,9 % par rapport à 2008. Il s'agit d'une valeur légèrement supérieure (+ 15,7 M\$) à la moyenne quinquennale. Selon les composantes, on constate que la partie commerciale est en baisse par rapport à 2008 (- 8,2 %), bien que la valeur de 2009 soit au-dessus de la moyenne 2005-2009. Pour ce qui est de la composante industrielle, la valeur de 2009 (139,3 M\$) est supérieure de 24,6 % à la valeur de 2008, qui était la plus faible enregistrée depuis 2003. En comparaison, la moyenne sur cinq ans est de 150,2 M\$. Finalement, la composante institutionnelle, qui représente 28,1 % du total de la valeur des permis de bâtir non résidentiels, augmente de 19,5 % par rapport à 2008 pour atteindre 298,0 M\$, un niveau légèrement inférieur à la moyenne quinquennale (301,1 M\$).

Tableau 7.2.2

Valeur des permis de bâtir selon le type de construction, Montréal et ensemble du Québec, 2005-2009

	2005	2006	2007	2008	2009	Variation 2009/2008	Moyenne 2005-2009
	k\$					%	
Montréal	2 096 353	2 157 621	2 183 142	2 056 607	2 001 377	- 2,7	2 099 020
Non résidentiel	915 833	1 057 528	1 150 312	1 040 691	1 060 761	1,9	1 045 025
Commercial	480 354	589 419	595 700	679 459	623 494	- 8,2	593 685
Industriel	195 244	141 793	163 129	111 787	139 252	24,6	150 241
Institutionnel	240 235	326 316	391 483	249 445	298 015	19,5	301 099
Résidentiel	1 180 520	1 100 093	1 032 830	1 015 916	940 616	- 7,4	1 053 995
Ensemble du Québec	11 287 982	11 878 332	12 973 354	13 806 682	12 929 699	- 6,4	12 575 210
Non résidentiel	3 402 184	4 098 838	4 557 254	4 895 053	4 523 131	- 7,6	4 295 292
Commercial	1 837 727	2 204 105	2 446 290	2 625 641	2 489 522	- 5,2	2 320 657
Industriel	867 794	841 541	886 606	1 102 337	827 458	- 24,9	905 147
Institutionnel	696 663	1 053 192	1 224 358	1 167 075	1 206 151	3,3	1 069 488
Résidentiel	7 885 798	7 779 494	8 416 100	8 911 629	8 406 568	- 5,7	8 279 918

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

8. Conditions de vie et bien-être

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

Mesure du faible revenu

En 2007, la proportion des familles en situation de faible revenu est plus élevée dans Montréal (16,8 %) que dans l'ensemble du Québec (9,9 %). De 2003 à 2007, le taux de faible revenu après impôt des familles diminue dans la région (– 0,1 point), tandis qu'il diminue de 0,2 point dans l'ensemble du Québec. Par rapport à 2006 seulement, le taux est en augmentation de 0,8 point, comparativement à une augmentation de 0,6 point dans l'ensemble du Québec.

Tableau 8.1

Taux de faible revenu selon le type de famille, Montréal, 2003-2007

	2003	2004	2005	2006	2007	Écart 2007/2003
	%					point de pourcentage
Taux de faible revenu des familles	17,0	17,1	16,7	16,1	16,8	– 0,1
Famille comptant un couple	13,1	13,3	12,2	12,5	13,2	0,1
Sans enfants	10,8	10,7	11,8	10,8	11,3	0,5
Avec 1 enfant	14,3	14,9	12,1	14,1	14,8	0,5
Avec 2 enfants	13,4	13,8	10,8	12,3	13,1	– 0,3
Avec 3 enfants et plus	22,5	22,8	18,2	18,9	19,9	– 2,6
Famille monoparentale	32,8	33,0	35,6	32,1	33,8	1,0
Avec 1 enfant	28,4	28,6	31,6	28,7	29,9	1,6
Avec 2 enfants	36,1	36,4	39,8	34,6	36,4	0,4
Avec 3 enfants et plus	51,3	50,9	51,2	50,5	55,1	3,8

Source : Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

À l'instar des autres régions, le taux varie beaucoup selon le type de famille dans la présente région. En 2007, ce taux est 2,6 fois plus élevé concernant les familles monoparentales (33,8 %) qu'en ce qui concerne les couples (13,2 %). Entre 2003 et 2007, le taux augmente de 1 point concernant les familles monoparentales, comparativement à une augmentation de 0,1 point pour les couples.

Les taux de faible revenu varient selon le nombre d'enfants. Par exemple, moins du tiers des familles monoparentales avec un enfant sont à faible revenu au cours des années de la période 2003-2007, tandis que la moitié de celles avec trois enfants et plus le sont. De même, le taux de faible revenu des couples sans enfants se maintient autour de 10 %, contre environ le double pour les couples avec trois enfants et plus. Aussi, l'amélioration ou la détérioration relative de la situation de faible revenu varie selon le nombre d'enfants. Par exemple, le taux des couples avec trois enfants et plus diminue de 2,6 points entre 2003 et 2007, tandis que celui des couples sans enfants augmente d'un demi point. Le taux des familles monoparentales avec trois enfants et plus s'élève davantage que celui des familles monoparentales avec un seul enfant (3,8 points contre 1,6 point).

En 2007, on dénombre dans la région 77 900 familles à faible revenu, dont 27 660 sont monoparentales. Aussi, le nombre d'enfants en situation de faible revenu passe de 99 130 en 2003 à 88 110 en 2007, soit une diminution de 11,1 %. Cette diminution est plus élevée que celle du nombre total d'enfants de la région (– 3 %).

Revenu médian des familles

De 2006 à 2007, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, exprimé en dollars constants, augmente de 3,4 % dans la région de Montréal, soit à un rythme supérieur à celui que l'on observe dans l'ensemble du Québec (+ 3,1 %). Aussi, la région est en retard par rapport à l'ensemble du Québec puisque, selon les données de 2007, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles s'établit à 54 210 \$, comparativement à 61 780 \$ au Québec.

En 2007, les familles monoparentales ont un revenu médian après impôt (31 270 \$) moins élevé que celui des familles comptant un couple (52 960 \$). Enfin, de 2006 à 2007, le revenu médian des familles monoparentales s'est amélioré de 5,1 %. Quant aux familles comptant un couple, leur revenu s'est amélioré de 4,1 %. En comparant les types de familles selon le nombre d'enfants, on constate que la plus forte croissance du revenu médian entre ces deux années est observée chez les familles monoparentales avec un enfant (5,4 %); la plus faible revient aux couples avec un enfant (3,5 %)

Tableau 8.2

Revenu médian après impôt selon le type de famille, Montréal, 2006-2007

	2006	2007	Variation 2007/2006
	\$ constants de 2007		%
Famille comptant un couple	50 884	52 960	4,1
Sans enfants	44 282	46 180	4,3
Avec 1 enfant	54 641	56 530	3,5
Avec 2 enfants	64 087	66 540	3,8
Avec 3 enfants et plus	57 891	60 370	4,3
Famille monoparentale	29 758	31 270	5,1
Avec 1 enfant	29 454	31 030	5,4
Avec 2 enfants	30 977	32 630	5,3
Avec 3 enfants et plus	29 149	30 270	3,8

Source : Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

9. Éducation

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Les données exposées dans ce bulletin fournissent un portrait du plus haut niveau de scolarité atteint par la population de 15 ans et plus, et ce, pour l'année 2006. Les comparaisons avec les données de 2001 sont délicates étant donné les modifications sur les catégorisations et les questions dans le questionnaire du recensement entre ces deux périodes.

Selon les données du recensement de 2006, 21,5 % des personnes de 15 ans et plus de Montréal ne possèdent aucun certificat, diplôme ou grade, une part plus faible que dans l'ensemble du Québec (25,0 %). On s'aperçoit également que 31,8 % des individus ont un certificat, un diplôme ou un grade universitaire, proportion la plus élevée de toutes les régions administratives. Au Québec, cette part est de 21,4 %. À l'inverse, une très faible proportion de personnes possèdent uniquement un certificat ou un diplôme d'apprenti d'une école de métiers (10,1 %), là aussi la proportion la plus faible au Québec (15,3 %).

On remarque aussi que des 734 415 hommes de 15 ans et plus de Montréal, 32,4 % ont acquis un diplôme universitaire et seulement 20,3 % ne possèdent aucun diplôme. Pour les 803 920 femmes, la situation est identique quoique avec des écarts moins grands, car même si 31,3 % d'entre elles ont achevé leurs études menant à un diplôme universitaire, 22,5 % ne possèdent aucun certificat, diplôme ou grade. Pour ce qui est des proportions pour les individus ayant obtenu un certificat, un diplôme ou un grade universitaire, elles représentent des sommets tout sexe confondu par rapport aux autres régions administratives, MRC ou TE du Québec.

Tableau 9.1

Plus haut niveau de scolarité atteint pour la population de 15 ans et plus, TE de Montréal et ensemble du Québec, 2006

	Total	Aucun certificat, diplôme ou grade		Diplôme d'études secondaires ou équivalent		Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers		Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep		Certificat, diplôme ou grade universitaire	
	n	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Montréal	1 538 335	330 150	21,5	328 230	21,3	155 260	10,1	235 255	15,3	489 435	31,8
Hommes	734 415	149 420	20,3	152 335	20,7	87 295	11,9	107 285	14,6	238 075	32,4
Femmes	803 920	180 735	22,5	175 895	21,9	67 965	8,5	127 975	15,9	251 355	31,3
Ensemble du Québec	6 184 490	1 547 870	25,0	1 377 585	22,3	945 970	15,3	992 365	16,0	1 320 695	21,4
Hommes	3 007 830	750 215	24,9	625 295	20,8	571 850	19,0	437 885	14,6	622 580	20,7
Femmes	3 176 660	797 655	25,1	752 295	23,7	374 115	11,8	554 475	17,5	698 115	22,0

Note : En raison des arrondissements, le total n'égale pas nécessairement la somme des parties.

Source : Statistique Canada, Recensement 2006.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

10. Santé

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Le découpage géographique utilisé pour analyser cette section est celui des régions sociosanitaires, délimitées officiellement par le ministère de la Santé et des Services sociaux au printemps 2005¹.

Personnel directement affecté aux soins

En 2008-2009, on enregistre à Montréal pour la quatrième année consécutive une faible augmentation du personnel infirmier (+ 0,9 %). Cette croissance est davantage marquée chez les infirmiers auxiliaires (+ 10,1 %) et les préposés aux bénéficiaires (+ 1,4 %) que chez les infirmiers (- 1,6 %). Montréal connaît ainsi en 2008-2009 une hausse du personnel infirmier plus faible que celle du Québec (+ 1,6 %). De surcroît, depuis 2004-2005, la région affiche une variation du personnel infirmier (+ 3,4 %) inférieure à la moyenne québécoise (+ 5,4 %).

Tableau 10.1

Personnel infirmier¹, en équivalent temps complet, selon la catégorie de personnel, région sociosanitaire de Montréal et ensemble du Québec, 2004-2005 à 2008-2009

	Unité	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Variation ² 08-09/04-05
Montréal	n	26 885	27 094	27 371	27 541	27 789	3,4
Infirmiers	n	14 131	14 147	14 214	14 091	13 866	- 1,9
Infirmiers auxiliaires	n	2 828	2 973	3 080	3 244	3 573	26,3
Préposés aux bénéficiaires	n	9 925	9 974	10 077	10 208	10 350	4,3
Taux pour 100 000 habitants ^{3/}	n pour 100 000 hab.	1 434	1 446	1 461	1 464	1 468	34,0
Ensemble du Québec	n	80 643	81 532	82 441	83 621	84 959	5,4
Infirmiers	n	43 122	43 412	43 733	43 723	43 559	1,0
Infirmiers auxiliaires	n	10 721	10 970	11 163	11 618	12 367	15,4
Préposés aux bénéficiaires	n	26 800	27 149	27 546	28 279	29 033	8,3
Taux pour 100 000 habitants ^{3/}	n pour 100 000 hab.	1 070	1 075	1 080	1 088	1 096	26,0

1. En ce qui concerne le personnel infirmier, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1^{er} avril de l'année indiquée au 31 mars de l'année suivante).

2. Les variations relatives au personnel de la santé sont données en pourcentage, tandis que les écarts entre les taux pour 100 000 habitants sont en points pour 100 000.

3. Calculé pour l'ensemble du personnel infirmier par rapport à la population prise au 1^{er} juillet de chaque année financière.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2010.

Installations sociosanitaires

En ce qui concerne le taux d'occupation des lits dressés dans les unités de soins généraux et spécialisés à Montréal, en 2008-2009, il augmente pour la troisième fois en quatre ans et atteint 83,3 %. De plus, l'augmentation de 1,1 point s'accompagne d'un accroissement de 2,1 % du nombre d'usagers. À l'échelle provinciale, même si le taux d'occupation (84,0 %) s'accroît de 0,4 point, le nombre d'usagers (718 363) diminue de 0,6 % en 2008-2009. Par ailleurs, la baisse de 0,7 % du nombre de lits dressés pour les soins généraux et spécialisés à Montréal en 2008-2009 survient après la hausse non caractéristique observée en 2007-2008. Au Québec, le nombre de lits dressés (15 727) est resté relativement stable en 2008-2009 (+ 0,1 %).

Dans les unités d'hébergement et de soins de longue durée, la baisse de 0,3 point du taux d'occupation des lits dressés en 2008-2009 accorde malgré tout à Montréal (98,2 %) un taux supérieur à celui du Québec (97,8 %). Cette diminution s'accompagne d'un recul du nombre d'usagers de 1,4 %. À l'échelle provinciale, le taux d'occupation régresse de 0,3 point en 2008-2009,

1. En matière de régions sociosanitaires, la Mauricie et le Centre-du-Québec ne forment qu'une seule et unique région; à l'inverse, le Nord-du-Québec est divisé en trois régions qui sont le Nord-du-Québec, le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James.

alors que le nombre d'usagers (69 987) connaît une hausse de 0,3 %. Pour la troisième année consécutive, le nombre de lits dressés pour l'hébergement et les soins de longue durée a diminué à Montréal (- 2,4 % en 2008-2009). Au Québec, le nombre de lits dressés (40 181) diminue en 2008-2009 (- 1,2 %).

Tableau 10.2

Lits dressés et places selon l'unité de service, région sociosanitaire de Montréal et ensemble du Québec, 2004-2005 à 2008-2009

							Variation ¹ 08-09/04-05		
		Unité	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Région	Ensemble du Québec
Soins généraux et spécialisés									
Nombre de lits dressés		n	5 772	5 714	5 654	5 731	5 682	- 1,4	- 0,8
Taux pour 100 000 habitants ¹		n pour 100 000 hab.	308	305	302	305	301	- 7,0	- 7,0
Taux d'occupation		%	81,3	82,4	83,1	82,2	83,3	2,0	0,7
Nombre d'usagers		n	218 979	221 559	218 977	216 382	220 916	0,9	1,0
Hébergement et soins de longue durée									
Nombre de lits dressés		n	14 325	14 461	14 361	13 938	13 603	- 5,0	- 3,1
Taux pour 100 000 habitants ¹		n pour 100 000 hab.	764	772	766	741	719	- 45,0	- 32,0
Taux d'occupation		%	98,4	98,1	98,3	98,5	98,2	1,8	1,0
Nombre d'usagers		n	24 366	24 308	24 446	23 362	23 026	- 5,5	- 3,8

Note : À l'exception des lits dressés, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1^{er} avril de l'année indiquée au 31 mars de l'année suivante).

1. Les variations relatives au nombre de lits dressés et au nombre d'usagers sont données en pourcentage, tandis que les écarts entre les taux pour 100 000 habitants et les taux d'occupation sont indiqués respectivement en points pour 100 000 et en points de pourcentage.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2010.

11. Culture et communications

par Claude Fortier, Observatoire de la culture et des communications du Québec

En tant que principal pôle culturel au Québec, la région de Montréal renferme un très grand nombre d'établissements culturels à portée nationale. On y trouve, entre autres, 29 centres d'artistes, 173 salles de spectacles, 21 cinémas ou ciné-parcs (201 écrans), 124 librairies et 63 institutions muséales. L'examen du nombre de ces établissements pondéré par la taille de la population révèle pour Montréal, comparativement à l'ensemble du Québec, des ratios légèrement plus élevés pour les centres d'artistes, les salles de spectacles et les librairies et plus bas pour les institutions muséales, les bibliothèques publiques et les stations de radio. Le ratio du nombre de points de services des bibliothèques publiques, qui est un des moins élevés au Québec, s'explique en grande partie par la densité de la population dans la région de Montréal.

Tableau 11.1

Nombre d'établissements culturels de divers types, Montréal, 2007 et 2008

	Établissements		Ratio région/Québec	Établissements ¹ par 100 000 habitants	
				Région	Ensemble du Québec
	2007	2008	2008 ¹	2008	
	n		%	n	
Centres d'artistes	27	29	43,9	1,5	0,9
Salles de spectacles	165	173	32,2	9,1	6,9
Institutions muséales ²	64	63	14,8	3,3	5,5
Bibliothèques publiques autonomes : points de services	57	—	—	—	—
Bibliothèques publiques affiliées	—	—	—	—	—
Librairies	126	124	33,1	6,5	4,8
Cinémas et ciné-parcs	22	21	17,4	1,1	1,6
Écrans	205	201	25,6	10,6	16,1
Stations de radio privées et communautaires	27	27	16,7	1,4	2,1

1. À l'exception du nombre d'écrans par 100 000 habitants.

2. Comprennent les établissements qui ont répondu à l'Enquête sur la fréquentation des institutions muséales ainsi que ceux qui n'ont pas donné suite au questionnaire d'enquête. Excluent les institutions muséales fermées en 2008 ou incapables de fournir des données.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La région de Montréal constitue toujours, en 2008, le cœur du marché de la culture au Québec. Avec un poids démographique représentant 24,5 % de la population québécoise, elle accueille, à l'échelle québécoise, 48,3 % des représentations et 51,7 % des entrées aux spectacles payants en arts de la scène, 41,3 % des visiteurs dans les institutions muséales, 44,3 % des ventes de livres en librairie et 32,2 % de l'assistance des cinémas. En tenant compte de sa taille, Montréal arrive dans les trois premiers rangs pour chacune de ces activités.

Tableau 11.2

Statistiques relatives à certaines activités culturelles, Montréal, 2007 et 2008

	Unité	Activités culturelles	Activités culturelles par 1 000 habitants		Ratio région/Québec
		2008	2007	2008	2008
Spectacles payants en arts de la scène					
Représentations	n	8 009	4,2	4,2	48,3
Entrées	n	3 630 200	1 931,6	1 913,4	51,7
Assistance des cinémas					
Entrées	n	7 112 200	4 059,0	3 748,6	32,2
Fréquentation des institutions muséales					
Entrées	n	5 190 613	2 595,9	2 735,8	41,3
Fréquentation des bibliothèques publiques					
Nombre de prêts	n	..	5 762,6
Ventes de livres par les librairies					
Ventes de livres neufs ¹	\$	226 884 913	125,73	119,58	44,3

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Concepts et définitions

Territoire

Couverture du sol

Les données de couverture du sol, GéoBase, circa 2000-vectorielle (CSC2000-V) sont le résultat de la vectorisation de données matricielles thématiques issues de la classification d'orthoimages Landsat 5 et Landsat 7 des zones forestières et agricoles du Canada et des territoires du Nord. La couverture forestière provient du projet d'Observation de la Terre pour le développement durable des forêts (OTDD), initiative du Service canadien des forêts (SCF). La couverture agricole provient du Service national d'information sur les terres et les eaux (SNITE) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et la couverture du sol des territoires du Nord a été réalisée par le Centre canadien de télédétection (CCT). La précision cartographique circulaire normalisée (PCCN) est de 30 mètres ou mieux. Cette précision est basée sur les orthoimages Landsat 7.

Données non disponible

Données non disponibles, étendues non classifiées en raison de la présence de nuages, d'ombre ou d'autres facteurs de qualité des images.

Eau

Lacs, réservoirs, fleuves, rivières, ruisseaux et étendues d'eau salée.

Glacé, roche, terrain découvert

Principalement des étendues non végétalisées et non mises en valeur. Cette catégorie inclut les glaciers, la roche, les sédiments, les brûlis, la blocaille, les mines et les autres surfaces naturellement non végétalisées. D'autres étendues modifiées par l'activité humaine peuvent être représentées dans cette classe. Cette catégorie exclut les étendues agricoles en jachère.

Zones développées

Étendues principalement construites ou mises en valeur incluant la végétation associée à ces catégories de couverture. Elles peuvent inclure les surfaces occupées par les routes, les voies ferrées, les bâtiments et les étendues revêtues, les régions urbaines, les parcs, les sites industriels, les ouvrages miniers et les fermes.

Bryophytes et lichens

Composés de bryophytes (mousses, hépatiques et cératophylles) et de lichens (types foliacés et fruticuleux, mais pas de type crustacé). La couverture végétale de bryophytes et lichens doit s'étendre sur au moins 20 % de la surface ou doit composer au moins le tiers de la végétation totale. Cette catégorie comprend également les prairies alpines, les étendues d'herbes et d'autres végétations herbacées indigènes, incluant des étendues d'arbustes.

Arbustes

Principalement les étendues occupées par une végétation ligneuse relativement basse (généralement ± 2 mètres). Elles peuvent inclure des étendues herbeuses ou des prairies humides portant une végétation ligneuse et les forêts en voie de régénération.

Terres humides

Étendues où la surface de saturation se situe au niveau, à proximité ou au-dessus de la surface du sol pendant un intervalle d'assez longue durée pour que s'y manifestent des processus aquatiques ou de milieux humides.

Plantes herbacées et toundra

Plantes vasculaires sans tige ligneuse (graminées, herbacées latifoliées ou graminoides, et plantes cultivées). La couverture végétale de plantes herbacées et toundra doit s'étendre sur au moins 20 % de la surface ou doit composer au moins le tiers de la végétation totale.

Terres agricoles cultivées

Cette catégorie inclut les cultures annuelles et vivaces et exclut les prairies.

Forêt de conifères

Forêt principalement composée de conifères ou végétation arborescente à feuillage persistant. Cette catégorie peut inclure des étendues de forêt mixte et d'arbustes.

Forêt de feuillus

Forêts et étendues boisées principalement composées de feuillus. Cette catégorie peut inclure des étendues de forêt mixte et d'arbustes.

Forêt mixte

Forêts et étendues boisées composées de conifères et de feuillus.

Démographie**Accroissement naturel**

Variation de l'effectif d'une population due au solde des naissances et des décès.

Âge médian

Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Génération

Ensemble des personnes nées au cours d'une période donnée, généralement une année civile.

Indice synthétique de fécondité

Nombre moyen d'enfants par femme dans une génération qui connaîtrait, au cours de sa vie féconde, les conditions de fécondité observées une année donnée.

Solde migratoire interne

Dans une région administrative, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année (synonyme de solde migratoire interrégional). Dans une MRC, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres MRC, y compris celles de sa propre région administrative.

Solde migratoire interrégional

Pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année.

Taux d'accroissement annuel moyen

Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Taux d'accroissement total

Variation de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population en début de période.

Marché du travail**Chômeur**

Personne disponible pour travailler qui est sans emploi et qui cherche activement un emploi.

Emploi

Ensemble des personnes résidant dans un territoire donné et ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que les personnes absentes de leur travail mais qui maintiennent un lien d'emploi.

Population active

Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, qui sont en emploi ou en chômage.

Taux d'activité

Population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux d'emploi

Nombre de personnes actives exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage

Nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs

Nombre de travailleurs divisé par la population des 25-64 ans.

Travailleur

Particulier âgé entre 25 et 64 ans ayant des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenu et résidant dans un territoire donné.

Comptes économiques

Autres sources de revenu

Comprennent les transferts des non-résidents et des sociétés aux particuliers.

Base économique

Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Impôts, cotisations et autres transferts

Comprennent les impôts directs, les cotisations au régime d'assurance sociale et autres transferts courants versés pas les particuliers aux administrations publiques, tels que les primes d'assurance médicaments, les licences, les permis et les amendes.

Produit intérieur brut

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation

Le quotient de localisation est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Si ce rapport est supérieur à 1, cette industrie contribue proportionnellement plus au PIB de la région qu'à celui du Québec.

Revenu d'emploi

Comprend la somme des salaires et traitement, du revenu supplémentaire de travail, du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, et du revenu net reçu par les exploitants agricoles au titre de la production agricole.

Revenu de placement

Comprend les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, les intérêts hypothécaires allant aux particuliers, les intérêts sur dépôts et les intérêts accumulés dans les régimes privés de pension, les caisses d'assurance vie et les intérêts sur les placements effectués par des associations de particuliers. Les gains en capital sont exclus.

Revenu personnel

Somme de tous les revenus reçus par les particuliers et entreprises individuelles résidant dans un territoire donné, qu'il s'agisse de gains au titre de la production courante ou de transferts courants d'autres secteurs, plus les revenus de placement que les associations de particuliers accumulent pour leur propre compte ou celui des particuliers.

Revenu personnel disponible

Revenu personnel moins les impôts directs des particuliers, des cotisations d'assurance sociale et autres transferts courants aux administrations publiques.

Transferts des administrations publiques

Comprennent les paiements tels les prestations fiscales et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de vieillesse, les prestations d'aide sociale, les bourses et subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux autochtones et à leurs organisations, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, les allocations aux anciens combattants, les prestations du Régime québécois d'assurance parentale.

Exportations

Registre des exportateurs

Le Registre des exportateurs canadiens couvre la période de 1993 à 2007. Le Registre des exportateurs est un programme de statistiques économiques de Statistique Canada qui fait partie d'un cadre plus vaste appelé le Registre des entreprises de Statistique Canada; ce dernier est un répertoire central d'information sur les entreprises qui ont des activités au Canada. Pour faire partie du Registre des exportateurs canadiens, un établissement doit avoir exporté des marchandises vers d'autres pays pour une valeur de 30 000 \$ et plus durant au moins une des années comprises entre 1993 et la dernière année où les données sont disponibles. De très petits exportateurs – ceux qui n'atteignent jamais le seuil annuel de 30 000 \$ – en sont donc exclus. Par ailleurs, les exportations de services, ainsi que les exportations d'une province dirigées vers les autres provinces canadiennes, ne sont pas couvertes par le Registre des exportateurs canadiens.

Régions d'origine et classification

La répartition par province se fait selon le lieu de résidence de l'établissement exportateur, et non selon l'origine des marchandises exportées. Les établissements sont classés conformément aux catégories du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), qui englobe toutes les activités économiques et qui est commun au Canada, aux États-Unis et au Mexique. Ainsi, un établissement dont l'activité principale est la production de services peut figurer au Registre des exportateurs canadiens s'il a exporté des marchandises, mais il sera classé dans une catégorie de services, plutôt que dans celle des biens qu'il a exportés.

Industrie manufacturière

Emplois à la production

Personnes travaillant à la production et au montage. Sont aussi compris les ouvriers préposés à l'entreposage, l'inspection, la manutention, l'emballage, l'emmagasinage, etc., de même que ceux des services d'entretien et de réparation, de la conciergerie, et aussi les gardiens et les contremaîtres qui font le même travail que les ouvriers qu'ils dirigent.

Emploi total

Personnes travaillant à la production ou affectées à des activités non manufacturières d'un établissement. Les propriétaires et les associés actifs non compris dans les salariés ne sont pas considérés dans l'emploi total.

Revenus totaux

Revenus provenant de la vente des biens fabriqués, de biens achetés pour la revente tels quels, et revenus de location, d'exploitation et de placement.

Revenus découlant des biens fabriqués

Revenus provenant de la vente de biens fabriqués à partir des matières appartenant à l'établissement, de travaux de réparation et revenus de frais d'administration de fabrication ou de travail à forfait.

Première destination

Première destination des biens vendus par les fabricants. Il s'agit en fait du lieu où est établi le premier client du fabricant. L'EAMEF distingue différentes destinations possibles : le Québec, les autres provinces canadiennes et territoires et les pays étrangers. Les biens vendus peuvent être utilisés pour consommation finale, pour subir une autre transformation ou pour être revendus par un tiers (par exemple, un grossiste).

Investissements et permis de bâtir

Investissements

Les investissements sont les dépenses en immobilisation relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines et d'équipement neufs. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements du secteur public

Il s'agit de dépenses en immobilisation des entreprises publiques et de l'administration publique, effectuées aux niveaux fédéral, provincial et local. Par ailleurs, l'administration publique provinciale inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux.

Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir correspond à la valeur des permis de construction émis par les municipalités de 10 000 habitants et plus, soit pour l'érection de nouveaux édifices, selon le type de construction (résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental).

Conditions de vie et bien-être

Mesure du faible revenu

Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Éducation

Plus haut certificat, diplôme ou grade

Il s'agit d'une variable dérivée obtenue à partir des réponses aux questions sur les titres scolaires où l'on demandait de déclarer tous les certificats, diplômes ou grades obtenus. Cette variable comporte une hiérarchie implicite (diplôme d'études secondaires, certificat d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers, diplôme collégial, certificat, diplôme ou grade universitaire) qui est plus ou moins reliée à la durée des divers programmes d'études « en classe » menant aux titres scolaires en question. Toutefois, au niveau détaillé de la hiérarchie, un apprenti inscrit n'a pas toujours obtenu de diplôme d'études secondaires, de même qu'une personne possédant une maîtrise n'a pas nécessairement un certificat ou un diplôme supérieur au baccalauréat. Par conséquent, même si la liste des catégories n'est pas nécessairement hiérarchique, elle donne quand même une mesure générale de la réussite scolaire (Statistique Canada, 2008).

Santé

Personnel infirmier

La catégorie « infirmier » inclut à la fois les personnes qui ont effectué des études collégiales ou universitaires. Les infirmiers doivent posséder le permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) ou être en attente de le recevoir (MSSS, 2003). Les « infirmiers auxiliaires » sont les personnes qui détiennent un diplôme en soins infirmiers de 5^e secondaire et les « préposés aux bénéficiaires » font plutôt référence aux personnes qui ont suivi une formation *ad hoc* dans une institution d'enseignement reconnue (St-Pierre, 2001).

Personnel directement affecté aux soins

Le nombre de personnes directement affectées aux soins est calculé en « équivalent temps complet (ETC) » basé sur le décompte du nombre d'heures travaillées ou payées dans un établissement. Il est calculé par titre d'emploi et il est égal au quotient des heures travaillées ou payées par le nombre d'heures régulières de travail d'un employé à temps complet régulier dans ce titre d'emploi (MSSS, 2003). La région des personnes directement affectées aux soins est celle de traitement, donc celle de l'établissement où la personne travaille.

Taux d'occupation des lits dressés

Rapport, pour une année financière donnée, du nombre de jours-présence, pour une unité de service donnée, au nombre de lits dressés ou places internes observé au 31 mars de la même année, pour la même unité de service multiplié par 365 (INFO-STATS, 2005).

Culture et communications

Bibliothèque publique affiliée

Bibliothèque desservant une municipalité de moins de 5 000 habitants et affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Centre d'artistes

Centre d'artistes en arts visuels et en arts médiatiques soutenu par le Conseil des arts et des lettres du Québec.

Institution muséale

Regroupe les musées, les centres d'exposition et les lieux d'interprétation.

Point de service d'une bibliothèque publique autonome

Antenne d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de 5 000 habitants et plus ou d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de moins de 5 000 habitants et qui n'est pas affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Salle de spectacle

Salle ou lieu où sont présentés des spectacles payants en arts de la scène, selon l'Enquête sur la fréquentation des spectacles de l'Institut de la statistique du Québec.

Spectacle payant en arts de la scène

Représentation payante d'un spectacle de théâtre, de danse, de musique, de chanson ou de variétés, à l'exclusion des spectacles où le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival, des spectacles privés et des spectacles amateurs.

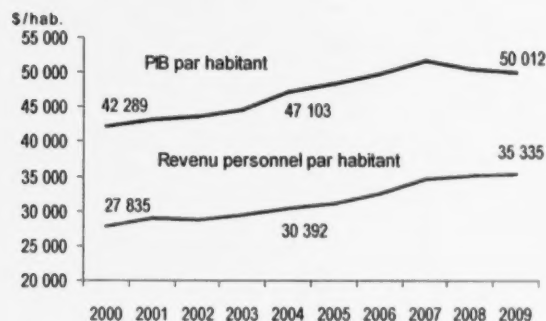
Tableau comparatif pour les régions administratives

	PIB par habitant		Revenu personnel disponible par habitant		Taux de chômage	Taux de faible revenu des familles	Dép. en immob.	Population au 1 ^{er} juillet	
	2009 ^o	Var. 09/08	2009 ^o	Var. 09/08	2009	2007	Var. 10/09	2009 ^o	TAAM ¹ 2006-2009
	\$	%	\$	%	%	%	%	n	pour mille
Bas-Saint-Laurent	28 377	0,0	22 315	1,7	9,2	7,7	-1,7	200 756	-1,3
Saguenay-Lac-Saint-Jean	33 303	-2,6	23 599	2,0	10,0	7,4	3,6	273 264	-1,0
Capitale-Nationale	40 449	-0,3	27 429	4,0	5,2	6,3	4,9	687 810	9,4
Mauricie	30 478	-1,5	22 917	1,2	9,6	10,0	-5,1	262 399	2,7
Estrie	29 449	-2,1	23 384	0,6	7,5	9,1	1,5	307 389	7,0
Montréal	50 012	-1,1	27 462	1,9	11,1	16,8	1,8	1 906 811	5,9
Outaouais	28 944	-0,1	26 104	5,8	6,3	9,4	10,6	358 872	13,3
Abitibi-Témiscamingue	34 834	-1,4	25 192	1,4	9,5	8,6	20,4	145 886	2,3
Côte-Nord	48 689	-1,8	26 491	2,0	9,7	10,1	56,8	95 704	-3,0
Nord-du-Québec	73 785	0,3	29 415	-47,9	9,7	17,5	18,9	41 479	9,8
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	23 263	0,9	21 580	2,6	15,6	10,4	36,3	94 067	-3,9
Chaudière-Appalaches	32 216	-1,5	24 725	1,5	5,9	5,7	-4,3	403 011	5,1
Laval	31 006	-1,6	26 442	0,5	7,6	8,0	-10,8	391 893	17,0
Lanaudière	23 140	-1,6	24 619	1,5	8,2	8,1	-1,6	457 962	18,1
Laurentides	29 469	-1,5	26 137	2,2	7,8	8,1	-3,3	542 416	15,1
Montréal	30 404	-1,9	26 966	2,1	7,6	8,0	2,6	1 428 475	10,8
Centre-du-Québec	32 707	-2,9	22 972	-0,1	7,1	8,5	-16,1	230 685	6,9
Ensemble du Québec	36 161	-1,4	26 031	1,5	8,5	9,9	3,6	7 828 879	8,5

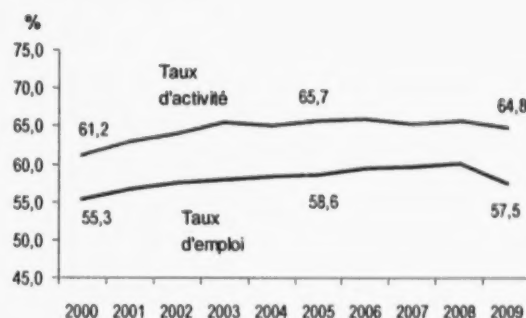
1. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen.

2. La région du Nord-du-Québec est incluse dans la Côte-Nord.

Revenu personnel et PIB par habitant, Montréal, 2000-2009



Taux d'activité et d'emploi, Montréal, 2000-2009



Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui
pour le Québec de demain

Montréal

Superficie en terre ferme (2009)	499,0 km ²
Densité de population (2009)	3 821,5 hab./km ²
Population totale (2009 ¹)	1 906 811 hab.
Accroissement naturel (2009 ¹)	8 166 hab.
Solde migratoire interrégional (2008-2009) ¹	- 19 463 hab.
PIB aux prix de base (2009)	95 363,9 M\$
PIB par habitant (2009)	50 012 \$
Revenu personnel disponible par habitant (2009)	27 462 \$
Emplois (2009)	918,3 k
Taux d'activité (2009)	64,8 %
Taux d'emploi (2009)	57,5 %
Taux de chômage (2009)	11,1 %
Taux de faible revenu des familles (2007)	16,8 %
Dépenses en immobilisation (2010)	11 950,6 M\$

1. Année du 1^{er} juillet au 30 juin.